

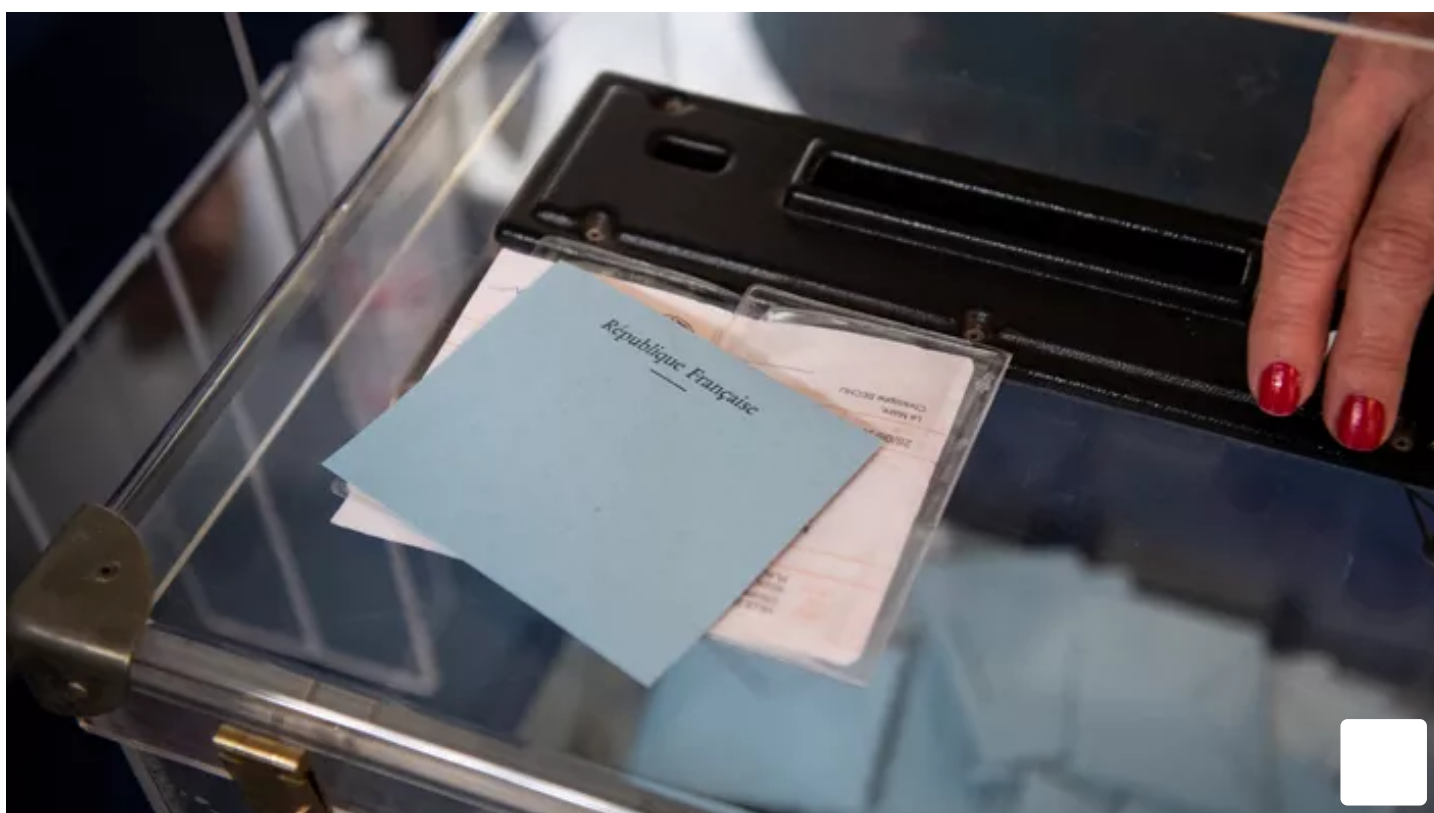
## Régionales et départementales 2021 : des dysfonctionnements majeurs signalés à Marseille et dans plusieurs villes de France

Faute d'assesseurs, une quarantaine de bureaux de vote n'auraient pas ouvert à l'heure dans la cité phocéenne ce dimanche matin. Du jamais vu selon les services juridiques des candidats.

Par [Emmanuel Galiero](#) et [Wally Bordas](#)

Publié il y a 2 heures,

Mis à jour il y a 2 heures



À Marseille, faute d'assesseurs, plusieurs bureaux de vote n'ont pas ouvert à l'heure. *LOIC VENANCE / AFP*

La cité phocéenne est une nouvelle fois le théâtre de polémiques électorales. Ce dimanche 20 juin 2021 au matin, alors que les électeurs de toute la France étaient appelés aux urnes pour le premier tour des élections régionales et départementales, plusieurs bureaux de vote situés dans la ville de Marseille sont restés fermés, faute d'assesseurs.

### À découvrir

→ [Élections régionales : découvrez toutes les listes, les candidats et les sondages dans votre région](#)

## **» EN DIRECT - Suivez les dernières informations sur les élections régionales et départementales 2021**

C'est la présidente LR sortante des Bouches-du-Rhône, Martine Vassal, qui a lancé l'alerte dans un communiqué de presse. *«Force est malheureusement de constater que nombre d'entre eux n'ont pas pu ouvrir leurs portes à temps (...), pour des raisons de personnel ou de matériel»*, a-t-elle déploré, précisant que certains candidats ont remonté leurs grandes difficultés à joindre le service des élections de la Ville afin de trouver une solution.

*«Alors que les nombreux assesseurs bénévoles font un travail formidable sur le terrain, malgré le contexte compliqué, il est absolument inacceptable de constater cette désorganisation qui aura sans doute un véritable impact sur le libre choix des électeurs et favorisera l'abstention à l'occasion de ce premier tour du scrutin départemental»*, précise également la présidente de la métropole Aix-Marseille-Provence, ancienne candidate à la mairie de Marseille.

### **«La honte. Que vaut une telle élection ?»**

Sur [Twitter](#), le chef de file de la France Insoumise et député de la 4e circonscription des Bouches-du-Rhône, Jean-Luc Mélenchon a aussi vivement attaqué l'organisation du scrutin : *«À Marseille l'union de la gauche (sic) plus efficace pour ostraciser LFI que pour organiser la démocratie : 34 bureaux de vote fermés ! La honte. Que vaut une telle élection ?»*, a-t-il accusé.

Le groupe d'opposition de droite au Conseil municipal, *«Une volonté pour Marseille»*, a également dénoncé *«l'amateurisme de l'exécutif marseillais»*, ciblant indirectement le maire PS Benoît Payan. *«C'est la première fois que des citoyens se déplaçant aux urnes ne peuvent voter à cause de la non-ouverture de leur bureau de vote. Dans le contexte d'abstention que prévoient les analystes politiques, ceci est une atteinte à la démocratie qui ne peut être pris à la légère»*, écrivent-ils dans un communiqué, accusant : *«Ceci est au moins une faute grave, au pire, une tentative de tripatouillage électoral»*.

**À voir aussi** - Élections régionales et départementales: à Saint-Denis, certains électeurs s'attendent à un taux «d'abstention record»

### **Plus d'une quarantaine de bureaux de vote n'ont pas ouvert à l'heure**

Selon nos informations, plus d'une quarantaine de bureaux de vote (sur 481), dont 7 dans les 11e et 12e arrondissements, étaient fermés, soit environ 10% du total. Une électrice qui s'est présentée au bureau n°1340 raconte au *Figaro* : *«Il devait ouvrir à 8h, mais à 8h38, le président du bureau était toujours absent. Il n'y a toujours personne à 10 heures 30, c'est inadmissible»*. Dans certains secteurs, la police se serait d'ailleurs déplacée pour réquisitionner des électeurs et les désigner présidents de bureaux de vote, comme le prévoit le Code électoral.

«*Nous avons été confrontés à un problème de mobilisation des assesseurs, sur 480 bureaux, 40 présidents ne sont pas venus récupérer leur sacoche samedi*», a indiqué à l'AFP la direction générale des services de la mairie de Marseille. Au total, selon la mairie, 2% des bureaux de la ville n'ont donc pas ouvert à 8h. Un bug informatique a aussi touché les logiciels électoraux samedi, a également précisé la municipalité.

D'après nos informations, sur le canton Marseille-5, le bureau de vote n°1453 était encore fermé vers midi mais a ouvert quelques minutes avant 12h30. Par ailleurs, dans le canton Marseille-12, les bureaux n°751 et n°803 étaient toujours fermés avant 13h, par manque d'enveloppes.

## Une «infix» selon le Printemps Marseillais

Alors que plusieurs élus ont dénoncé tout au long de la matinée la fermeture de nombreux bureaux de vote à Marseille, le Printemps Marseillais, mouvement qui rassemble toutes les forces de gauche locales depuis les municipales de 2020, a dénoncé des «*infix*» dans un communiqué. La coalition EELV/PS/PCF/LFI reconnaît que l'ouverture d'une vingtaine des 481 bureaux de vote «*a été retardée*», mais qu'ils «*ont pu ouvrir dans la matinée, malgré les rumeurs propagées par les responsables politiques de l'opposition*». Selon la préfecture, au moins 34 bureaux seraient en réalité concernés.

«*Nous dénonçons l'attitude de la droite locale sur les réseaux sociaux et les médias visant à faire enfler une polémique. (...) Anti-démocratique, cette pratique délétère de certains responsables politiques pourrait avoir pour conséquence de faire augmenter les chiffres de l'abstention en décourageant les électeurs d'aller voter*», se défend le Printemps Marseillais.

## «Des élections ont déjà été annulées pour moins que ça»

Selon les services juridiques des candidats qui ont fouillé la jurisprudence, un tel imbroglio électoral serait «*inédit*» en France. Ils estiment que ces scrutins sont marqués par des dysfonctionnements majeurs. «*Des élections ont déjà été annulées pour moins que ça*», explique un avocat. Des recours seront très probablement engagés cinq jours après les résultats définitifs du scrutin, comme le prévoient les dispositions en vigueur.

D'autant que la préfecture aurait eu la possibilité de constituer une commission spéciale dès samedi soir pour armer les bureaux de personnels après avoir appris, via la mairie, que plusieurs présidents de bureau n'étaient pas venus chercher leur matériel en mairie. «*On en est à se demander si tout cela est simplement le fruit d'un amateurisme effarant ou motivé par d'autres raisons inavouables*», s'emporte un adhérent LR.

## D'autres couacs électoraux ailleurs en France

La pénurie d'assesseurs n'a pas été constatée qu'à Marseille, mais aussi à Saint-Étienne (Loire). Le premier adjoint UDI au maire, Gilles Artigues, a témoigné que *«les habituels assesseurs militants étaient cette année en nombre insuffisants»*. Grâce à une mobilisation par affichage et par SMS, une soixantaine d'assesseurs ont toutefois été recrutés, sans qui *«nous ne serions pas arrivés à tenir tous les bureaux ouverts de 08h00 à 20h00»*. Un problème qui risque de s'accroître au second tour, estime le cabinet du maire LR : *«Cela sera encore plus compliqué (...) pour mobiliser les assesseurs dont les candidats ne seront pas qualifiés dimanche prochain»*.

Un autre couac électoral a enfin eu lieu, à Cousolre (Nord). Jusqu'à midi, les bulletins de seulement six listes étaient proposés aux électeurs, y compris à Éric Dupond-Moretti, le ministre de la Justice, qui a grandi dans cette ville et qui se présente sur la liste LREM des Hauts-de-France. Sauf que, d'après *La Voix du Nord* et de nombreux témoignages sur Twitter, il manquait les bulletins de vote de la liste d'union de la gauche (PS/PCF/EELV/LFI) menée par Karima Delli. *«Le Garde des Sceaux aurait dû le signaler ! N'avoir des bulletins qu'à midi, c'est quand même questionnant sur l'équité républicaine...»*, fustige l'intéressée auprès du *Figaro*.

Selon nos informations, plusieurs élus régionaux et départementaux ont partagé ce dimanche leurs inquiétudes face à la désorganisation des élections. *«C'est une boucherie, un vrai sabotage. On retrouve des enveloppes dans les champs, les cages d'escaliers, les poubelles... On se demande si ces dysfonctionnements n'auront pas privé de scrutin 15% à 20% des électeurs»*, s'indigne un président sortant auprès du *Figaro*, après avoir consulté plusieurs collègues dans différentes régions.

**À voir aussi** - Élections régionales et départementales: après avoir voté, Emmanuel Macron s'offre un bain de foule